Kouchner n'incarne pas Médecins sans frontières

Le paravent humanitaire

Mises au point à l'occasion de l'entrée de Bernard Kouchner dans le gouvernement Sarkozy

mercredi 30 mai 2007, par DUHAMEL Alain, VALLAEYS Anne (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2007).

L'Etat s'est souvent caché derrière l'action des French doctors pour faire valoir ses intérêts.

La chronique d'Alain Duhamel, « Kouchner, le boomerang bien aimé » *Libération* du 23 mai [voir ci-dessou]), réitère des idées reçues, une perception historique erronée, qu'il serait juste de rétablir. Il est admis, généralement, que le nouvel humanitaire naît au Biafra en septembre 1968, sous l'impulsion de Bernard Kouchner. A l'appel de la Croix-Rouge française, une poignée de médecins pénètrent dans l'enclave sécessionniste du Nigeria, pilonnée par l'armée fédérale. Il est l'un des deux cents médecins (cent Suisses, soixante-dix Suédois) qui se relaient, effarés, dans la cruauté d'une guerre sans image. Grâce à la presse, Kouchner et ses amis écrivent, enfreignant la règle du silence édictée par la Croix-Rouge de Genève. La rupture du pacte de neutralité apparaît sans conteste comme élément fondateur d'une action humanitaire d'urgence, d'où surgira le concept de droit d'ingérence, dont Kouchner est le chantre.

Dans la version officielle, jamais ne sont abordées les ambiguïtés, voire le piège, où cet humanitaire nouveau se laissera enfermer. Ainsi, quand quarante ans plus tard, il est question du Biafra, les intérêts d'Elf, la dimension franco-pétrolière de l'enjeu du conflit sont écartés, comme s'il s'agissait d'un obscur conflit ethnique africain, un de plus… Pourtant, le Biafra fut le fruit de la conjonction politico-militaire d'une opération médicale et d'actions armées, où l'Elysée usa des bases aéroportées gabonaises et ivoiriennes dans une guerre de pillage à l'époque de la guerre froide. Les citoyens l'ignorent, mais l'action, les missions de la Croix-Rouge sont validées, autorisées par l'Elysée ; la nomination du président de l'institution relève même des droits régaliens du chef de l'Etat…

Contraint d'agir dans l'ombre d'un conflit interne au Nigeria, où s'emmêlaient les intérêts des impérialismes d'alors, de Gaulle charge Jacques Foccart, son Monsieur Afrique, d'acheminer médecins et médicaments d'une main, quand, de l'autre, il livre clandestinement avions, armes et mercenaires. Dans la guerre du Biafra, le concept « humanitaire d'urgence », dont Kouchner sera désormais le héraut, intégrait les ingrédients variés d'une instrumentalisation. Il serait indigne de reprocher aux soignants d'avoir été dupes des manipulations de l'Etat français. Ils opéraient, soignaient les victimes dans des conditions de précarité inouïes, tandis que, côté jardin, le cynisme élyséen espérait procurer un complément énergétique à la France…

Mais pourquoi se refuser à toute analyse critique quarante ans plus tard, pourquoi nier, au mépris des faits, l'instrumentalisation de l'humanitaire au service d'une guerre d'intérêts ? Plus gênant. Dès son retour à Paris en 1969, Bernard Kouchner promeut un Comité de lutte contre le génocide au Biafra, victime d'une famine de masse. Sans attenter aux mémoires de centaines de milliers de victimes de la « sécession avortée », on sait depuis belle lurette que cette invocation génocidaire

était manipulation de services. Une « commande » de Jacques Foccart aux « affreux », à quelques rédacteurs employés, « briefés » par Paddy Davies, secrétaire d'Etat à la propagande de la dissidence biafraise, et aux soins d'une officine de relations publiques, Mark Press, sise à Genève. Non pour des fins humanitaires, mais au profit des intérêts pétroliers de la France gaulliste.

Autre idée reçue : MSF n'est pas née au Biafra, mais dans les bureaux d'un magazine médical, *Tonus*, en décembre 1971, deux ans après la fin de cette guerre. Bernard Kouchner n'en est pas l'unique fondateur, ils étaient douze, dont le journaliste tiers-mondiste Philippe Bernier ; le premier président de MSF élu est une personnalité de l'UNR gaulliste, Marcel Delcourt.
Doit-on rappeler que Kouchner était farouchement opposé à la création d'une organisation médicale structurée, compétente ? Son style relevait du commando de pionniers témoins, dont le rôle était d'acheminer les caméras dans les conflits. Afin d'acculer les gouvernements à l'action. En cela, le parcours de Kouchner répond à la logique d'un humanitaire gouverné par le politique, tout comme le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire qu'il assuma de 1988 à 1992, sous le président Mitterrand. Il faut donc lui reconnaître cette cohérence.

Mais les conceptions d'agitateur médiatique ne plaisaient guère aux médecins de MSF, partisans de l'efficacité, de l'action médicale concrète, indépendante de l'Etat. Mis en minorité par l'assemblée générale, Kouchner quitte MSF en 1979. Et c'est bien ce MSF, libre de ses gestes et de ses mots, reconnu dans son efficacité de terrain, qui est couronné par le Nobel de la paix, vingt ans plus tard, en 1999.

Ce n'est pas le droit d'ingérence qui est célébré à Stockholm, mais le devoir d'ingérence des hommes et des femmes qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Ils n'ont d'autres mobiles que soigner, secourir les civils victimes du chaos. Au risque de se dresser contre un certain ordre des Etats !
En ce qui concerne le droit d'ingérence, il faut rappeler que les logiques étatiques et humanitaires sont différentes : les principes humanitaires ne se partagent pas, alors que l'action politique de l'Etat se joue en fonction de ses intérêts propres. La définition même du politique est l'art de gouverner l'Etat et d'organiser ses relations avec les autres Etats. Un art qui ne s'accommode pas forcément des principes de la morale ordinaire… User de l'expression « humanitaire d'Etat » n'est qu'un alibi permettant aux gouvernements de s'exonérer d'affronter la politique.

Il serait judicieux à cet égard de conserver à l'esprit les fiascos de la décennie 90, les « couloirs humanitaires » meurtriers, les « zones de sécurité » de Srebrenica et de Gorazde, « refuges humanitaires » où des milliers de civils désarmés furent massacrés ; de ne pas oublier l'approbation par Kouchner de l'intervention armée des Etats-Unis en Irak, en opposition avec l'axe diplomatique défendu par Jacques Chirac au Conseil de sécurité. Il serait bienvenu, encore, de rappeler l'opération « militaro-humanitaire » américaine en Somalie, « Restore Hope », en 1992, saluée par le secrétaire d'Etat français Kouchner, comme *« fantastique pas en avant en direction du droit d'ingérence »*. Les observateurs de politique étrangère et les humanitaires, moins oublieux que les commentateurs, se souviennent d'un désastre dont apparemment Kouchner n'a tiré aucune leçon. Ce serait opportun au moment où il en prône la réédition au Darfour…

*** Publié en « Rebonds » dans *Libération* du 29 mai 2007.**

* Anne Vallaeys est écrivain, journaliste. Elle est l'auteure de *Médecins sans frontières, la biographie* (prix Joseph Kessel 2005 et de *Indépendance Cha Cha*, éditions fayard.

Politiques

Kouchner, le boomerang bien-aimé

Par Alain DUHAMEL

Publié dans *Libération* du 23 mai 2007.

François Hollande est furieux et a sèchement exclu Bernard Kouchner du Parti socialiste. Le premier secrétaire a bien raison, car l'entrée de l'un de fondateurs de Médecins sans frontières et de Médecins du monde dans le gouvernement de François Fillon est ce qui pouvait arriver de pire à la gauche dans ce registre-là. Bernard Kouchner n'est en effet pas seulement depuis des années l'une des figures les plus populaires du PS le baromètre Ipsos- *le Point* de cette semaine le classe même en tête de toutes les personnalités politiques , il en est surtout l'une des plus originales, des plus modernes et, hors de France, de loin la plus prestigieuse. Le French doctor, animal politique complètement atypique, incarne une forme de générosité, d'engagement, d'intrépidité antitotalitaire profondément novatrice. De la médecine humanitaire à la défense (sur le terrain) des droits de l'homme, de l'ingérence humanitaire dont il a été le pionnier et le symbole à l'administration du Kosovo pour le compte des Nations unies, il a représenté une certaine idée de la gauche postmarxiste, un objet politique sans doute mal identifié mais aussi respectable que téméraire. On a beaucoup raillé son statut de star, ses écharpes blanches, le sac de riz, les projecteurs, les paillettes, sa séduction à la Redford, son incapacité à se faire élire. Ceux qui l'ont fait ont rarement pris autant de risques que lui sur tous les théâtres des guerres et ont tout aussi rarement manifesté pareilles qualités contradictoires dans des fonctions d'autorité au gouvernement (dix ans) comme en transgressant tous les usages diplomatiques pour la bonne cause. Nicolas Sarkozy a réussi là une prise de taille.

Qu'il y ait en l'occurrence, de la part du président de la République, de la manœuvre à côté de la conviction, c'est l'évidence. D'ailleurs le nouveau chef de l'Etat avait envisagé de nommer au même poste Hubert Védrine, remarquable cerveau mais l'anti-Kouchner par excellence. Sarkozy voulait pouvoir agiter un drapeau de gauche éclatant, le plus visible possible, en France comme hors de France, dans les grandes occasions (Kouchner) comme dans la vie gouvernementale quotidienne (Jouyet, Hirsch). Sa seule erreur a été d'y ajouter Eric Besson dont il aurait dû faire quelque chose comme un sous-gouverneur du Crédit foncier. Pour l'essentiel, Bernard Kouchner lui permet d'atteindre son objectif.

L'intéressé n'étant pas candide, devait-il refuser de franchir le partage des eaux ? S'il avait été l'un des hiérarques du PS, sans aucun doute. Electron libre, totalement autodéterminé, allergique aux appareils, inadapté aux circonscriptions, inventeur de son propre rôle et explorateur de son propre terrain, pourquoi pas ? La politique étrangère est largement bipartisane, comme l'ont démontré régulièrement les trois cohabitations. Bernard Kouchner, qui aurait fait un haut-commissaire aux réfugiés idéal s'il avait été désigné par l'ingrate ONU, a toujours rêvé d'être ministre des Affaires étrangères. Européen dans l'âme, autant qu'un Daniel Cohn-Bendit ou qu'un François Bayrou, il prend ses fonctions à un moment où l'Union des Vingt-Sept est enlisée, où la France (largement à l'origine de cet embourbement) va avoir un rôle déterminant à jouer avec un nouveau président piaffant, ruant et galopant, et alors que se profile au deuxième semestre 2008 une présidence française décisive. Si une fenêtre d'espérance s'entrebâille sur ce sujet cardinal qui commande tous

les autres, c’est aujourd’hui. Bernard Kouchner devait-il, pour des questions de dossard qu’il n’a jamais voulu s’accrocher réellement sur le dos, laisser passer cette occasion ?

En fait, la réponse dépendra avant tout de son verbe et de ses actes. Bernard Kouchner a l’opportunité d’être à Nicolas Sarkozy ce que Joschka Fischer a été à Gerhard Schröder : un lieutenant incontrôlable, un transgresseur talentueux, un défricheur intempestif, un boomerang bien-aimé. C’est un rôle qu’il a déjà tenu dix fois lorsque la gauche était au pouvoir, entraînant Danielle Mitterrand dans une aventure kurde qui a fait s’étrangler le Quai d’Orsay, propulsant (malgré les risques inouïs) François Mitterrand à Sarajevo, inspirant son célèbre discours aux Nations unies sur l’ingérence (le Quai a pris le grand deuil) ou encore, plus près de nous, bataillant contre les 35 heures à l’hôpital ou soutenant la réforme des retraites au grand courroux du PS. En chacune de ces occasions, Bernard Kouchner a choqué, pris date et rendu service en boomerang de son propre camp, affaire de courage et d’indépendance. Les Français lui en ont su gré, qui ont jusqu’ici accepté de lui des écarts qu’ils auraient reprochés à un autre et, mieux, qui lui en ont de la reconnaissance. La question est maintenant de savoir si Bernard Kouchner appliquera la même médecine à Nicolas Sarkozy. Les deux hommes ont en politique étrangère quelques points de divergence (la Turquie, l’Afghanistan) et beaucoup de sujets d’accord, du Proche-Orient et de l’Afrique à la Russie et aux Etats Unis : autant de thèmes qui froissent l’orthodoxie diplomatique. Bernard Kouchner saura-t-il, pourra-t-il, voudra-t-il exprimer la politique étrangère de la France en Joschka Fischer plutôt qu’en M. de Norpois ? Osera-t-il rechuter sporadiquement en transgressant délibérément ? Aura-t-il la marge politique suffisante avec un président omniprésent ? Prendra-t-il des distances sur d’autres terrains que la diplomatie lorsqu’il sera choqué, ce qui ne manquera pas d’arriver ? S’il demeure ce qu’il a toujours été malgré des conditions si différentes, alors son pari sera gagné. Sinon, tant pis.